

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le 27 septembre, les citoyens vaudois se prononceront sur l'initiative populaire « Baisse d'impôts pour tous – Redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne ». Cette initiative, qui émane des milieux économiques, demande une diminution de l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune de 12% et avait obtenu plus de 28'000 signatures au moment de son dépôt à la Chancellerie cantonale en avril 2023 – alors que 12'000 eussent suffi.

Les amis du peuple ne tolérant que très rarement une modification du taux d'imposition autre que dans le sens d'une augmentation, un « Comité unitaire non au 12% » comprenant la fine fleur de la gauche politique et syndicale s'est constitué pour convaincre les Vaudois du caractère nocif de l'initiative et laisser entendre que les initiants ne sont que de vils arnaqueurs à la botte des « plus riches ».

Comment lutter contre des arnaqueurs qui n'en sont pas ? C'est tout simple : il suffit de mentir, notamment en distribuant dans les boîtes aux lettres un prospectus plein de bobards cautionnés par une personnalité connue et respectée – en l'occurrence M. Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse et conseiller aux Etats –, assistée

par quelques idiots utiles dûment endoctrinés.

L'« argumentation » commence en première page déjà avec cette question saugrenue : « Des cadeaux pour les plus riches, financés sur notre dos ? »

On se demande bien pourquoi le fait que l'Etat de Vaud **restitue** aux contribuables du canton, sous forme d'une baisse d'impôts proportionnelle, l'argent qu'il a prélevé indûment sur leur revenu et leur fortune indigné tous ces partisans de l'aide « aux plus démunis », qui confondent fiscalité, service public et affaires sociales ! Est-ce à dire que si, pour une raison quelconque, j'empruntais 10'000 francs à M. Maillard, qui, à en juger par sa bonne mine, vit dans une certaine aisance, et 500 francs à mon concierge nettement moins favorisé économiquement, notre syndicaliste trouverait normal que je lui rende 500 francs pour que mon concierge bénéficie de ses 10'000 francs ? Et comment notre conseiller aux Etats socialiste justifie-t-il son soutien à la treizième rente AVS, ce « cadeau pour les plus riches », qui se base sur le montant mensuel des rentes au lieu d'être inversement proportionnel à celui-ci ? N'est-il pas vrai qu'une personne qui touche le minimum AVS de 1260 francs par

mois est souvent quelqu'un dont le revenu moyen déterminant est inférieur à celui d'un assuré qui perçoit 2520 francs ? Où est la cohérence dans tout cela ?

Dans les autres pages du prospectus, on trouve les classiques mensonges par omission. Les opposants « oublient » de préciser que les gens vraiment riches ne seront pas concernés par l'initiative 12% ; que la prétendue baisse de 5% seulement de l'impôt sur le revenu s'explique par le fait qu'une diminution cumulée, ¹ qui atteindra 7% au 1^{er} janvier 2027, a été votée par le Grand Conseil en décembre 2024 – dans le vain espoir d'obtenir le retrait de l'initiative –, et que, en bonne arithmétique, $7+5=12$; que les recettes fiscales du Canton sont en augmentation constante et ses liquidités de l'ordre de plus de trois milliards ; que la gestion des finances vaudoises peut et doit être améliorée, afin que les dépenses n'excèdent plus les recettes, sans que la police, l'école et les hôpitaux en soient affectés.

Faire peur aux citoyens en péchant par occultation est une tactique malhonnête, mais d'autant plus constante qu'elle est efficace. Je crains fort, d'ailleurs, qu'elle ne paie une fois de plus le 27 septembre.

Une dernière chose : si l'initiative est acceptée et que, par conséquent, la

loi sur la réduction de l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune entre en vigueur le 1^{er} janvier prochain, il ne sera pas possible de revenir en arrière, du moins à bref délai. Si l'initiative est refusée, il sera loisible au

Grand Conseil de renoncer à la diminution de 7%, qui dépend de son bon vouloir. La classe moyenne sera alors dupée une fois de plus, grâce à M. Pierre-Yves Maillard et à ses amis, bienfaiteurs des petites gens.

Oui à l'initiative « Baisse d'impôts pour tous – Redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne » !

Mariette Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas : « Le G7 a accueilli "les chefs d'Etat et de gouvernement parmi les plus importants au monde, mais aussi des milliers d'accompagnants et de journalistes venus des quatre coins du globe". »¹ Dites par exemple : « Le G7 a accueilli certains des chefs d'Etat et de gouvernement les plus importants du monde, mais aussi des milliers d'accompagnants et de journalistes venus de la terre entière. »

On sait depuis longtemps que le style de certains journalistes laisse à désirer. On découvre sans grande surprise que leurs notions de géométrie ne valent guère mieux.

Mais ce n'est pas si grave quand on compare ces erreurs à la stupidité des autorités suisses, valaisannes,

vaudoises et genevoises, qui, pour le G7 d'Evian, ont assuré, à grands frais et sans garantie de remboursement, la surveillance de l'espace aérien lémanique, le renforcement des contrôles aux frontières et la sécurité de l'aéroport de Cointrin, où devaient débarquer les « grands » de ce monde.

Il est normal que les autorités françaises refusent de payer pour une manifestation anti-G7 qui a eu lieu à Genève. Mais pourquoi la Confédération et les cantons riverains du Léman devraient-ils assumer les autres frais liés à la sécurité d'une énième rencontre internationale aussi coûteuse qu'inutile, mise sur pied par un président français sur le territoire français ?

Je voudrais espérer que la prochaine fois qu'un roitelet hexagonal arrogant organisera un quelconque GXYZ à Evian, ou dans n'importe quelle région frontalière, nos autorités fédérales et cantonales opposeront un refus de collaboration sec et sonnante.

L'ennui, avec les politiciens sans originalité, sans imagination et surtout sans courage qui se succèdent, c'est que tout comme certains journalistes, ils sont incapables de repérer leurs erreurs et d'en tirer les leçons.

Le pinailleur

2

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/sommet-du-g7-a-evian-des-habitants-qui-cherchent-a-fuir-par-tous-les-moyens-103576951>

Portes ouvertes à Ceuta

La communauté autonome de Ceuta, territoire espagnol situé sur le continent africain, en face de Gibraltar, a vécu depuis fin juillet une situation qui, bien que n'étant pas surprenante, n'en reste pas moins catastrophique. Entre le 30 et le 31 juillet, une vague d'immigrants illégaux – plus de 70'000 en 48 heures – principalement marocains ont franchi la frontière, certains d'entre eux à la nage, d'autres à pied par les rochers. On estime entre 5'000 et 13'000, se-

lon les sources, le nombre de ceux qui ne sont pas repartis immédiatement.

La première question qui se pose est celle du motif de cette mobilisation soudaine. Il semblerait qu'il s'agisse d'un mouvement spontané relayé par les réseaux sociaux, sur lesquels le bruit a couru que la frontière de Ceuta était ouverte.

Quant à moi, je ne crois pas beaucoup au hasard, mais aucune des théories

conspirationnistes qui circulent ne semble pouvoir être démontrée.

Le profil type de l'immigrant de Ceuta est un Marocain, jeune, voire mineur, seul. Il ne fuit ni la guerre, ni les persécutions, il n'a aucune chance d'obtenir l'asile politique et cherche avant tout à améliorer sa situation économique. L'augmentation du nombre d'agressions sexuelles à Ceuta, vingt-trois après l'assaut de la frontière, dont cinq viols avec péné-

tration, laisse penser que parmi les nouveaux venus se trouvent certains délinquants dangereux, à moins que ce ne soit un choc culturel. A l'heure où nous écrivons cet article, la majorité des candidats à l'immigration sont rentrés chez eux, la plupart de façon volontaire. L'eldorado promis n'a pas été à la hauteur des attentes. Mais il reste encore sur le territoire de Ceuta environ 2'500 « mineurs » qui ne peuvent être renvoyés chez eux à chaud, la Convention des droits de l'enfant de l'ONU interdisant le renvoi automatique. Il faudra donc pour chacun d'entre eux passer par une procédure administrative comprenant la localisation des parents ou la tutelle des services de protection des mineurs marocains. Pour les adultes, ce sont l'obligation d'examiner chaque demande d'asile et le refus du Maroc d'accepter les retours massifs qui font traîner l'expulsion.

Au-delà des faits, on a aujourd'hui à Ceuta la démonstration flagrante que le gouvernement espagnol et l'Europe en général ne sont pas préparés, ni juridiquement ni logistiquement,

à l'arrivée massive et incontrôlée de populations allogènes. On savait le gouvernement de Pedro Sánchez laxiste et incompétent, mais il semble que ces caractéristiques aient contaminé les services de renseignements espagnols. Le mouvement, qui aurait démarré sur les réseaux, donc pas dans le *darkweb*, a provoqué le déplacement de milliers de personnes, nombre d'entre elles depuis le sud du Maroc, et le CNI (Centro Nacional de Inteligencia) avait détecté le problème, mais l'a considérablement minimisé. Les services d'information de la Guardia Civil, ayant observé une augmentation de la pression, avaient demandé vingt-deux jours avant les événements des renforts, qui leur furent refusés par le Ministère de l'intérieur. Le président du Gouvernement n'a pas pu s'occuper du problème, car il était en vacances ; il y a des priorités. Bref, un amateurisme intolérable.

Certains milieux ont parlé d'invasion, pour ce qui n'a été qu'un assaut, mais l'invasion est en marche depuis plusieurs décennies. Les musulmans

nord-africains ne s'y trompent pas, la vieille Europe est en passe de devenir un territoire à majorité islamique, qui fera appliquer la charia le jour où les générations issues de l'immigration maghrébine, qui font passer la religion avant la fidélité aux valeurs de leur pays d'accueil, seront une majorité de votants.

Le plus triste, c'est qu'au-delà du débat, il y a des citoyens abandonnés par leur gouvernement dans une situation critique, et des êtres humains qui perdent la vie en cherchant à atteindre une Europe idéalisée où ils ne trouveront souvent qu'une autre forme de misère que celle qu'ils ont abandonnée. Tout ça pour que des clowns avides de pouvoir puissent se poser en sauveurs du monde.

Pour conclure, je recommande à toute personne qui désire aujourd'hui se lancer ou rester en politique la lecture de l'excellent roman d'anticipation de Jean Raspail, « Le Camp des Saints » (1973). Instructif et terriblement actuel.

Michel Paschoud

Chaud devant

Nous avons eu un été chaud. Certains en ont profité ; d'autres en ont souffert. Pour les pompiers qui ont lutté contre des feux de forêt et pour les personnes qui ont perdu leur logement, le bilan est terrible. Mais pour les élites politiques, médiatiques et scientifiques, c'est la jubilation.

Jubilation, car on a connu des périodes où la météo n'aidait pas à maintenir les masses dociles dans l'angoisse climatique. Mais là, maintenant, c'est bon : la contestation est ramollie, les climatosceptiques sont

K.O. et plus personne n'ose tenir tête aux prophètes du Malheur.

Jubilation, car toutes les conditions sont réunies pour pouvoir continuer à *gouverner par la peur*. Il y a six ans, les lobbys écologistes avaient habilement profité de la peur du Covid pour faire disparaître d'innombrables places de parc et apparaître des kilomètres de boulevards cyclables, sans que personne ne lève le petit doigt. Aujourd'hui, il leur suffit de brandir les cartes écarlates de la météo estivale et les statis-

tiques fantasmagoriques des morts attribuées à la chaleur pour revendiquer de nouveaux *plans climat* rédempteurs, féroces et liberticides. La population, entretenue dans un état de sidération, laissera faire.

En finir avec la science

Les forces de résistance ne sont pas toujours très enthousiasmantes. Face au déluge de données, de calculs et de théories apocalyptiques invoqués par une intelligentsia scientifique qui rêve de réduire l'être humain

au rang de végétal, ceux qui ont le courage de prendre le contre-pied le font souvent à grand renfort d'autres données, d'autres calculs et d'autres théories – dont on n'est jamais certain qu'ils soient vraiment plus justes et plus objectifs. Les *anti-système* ont la fâcheuse habitude de se battre avec les mêmes armes que le *système*, en brandissant la science. Or nous sommes fatigués de toute cette science. *Moins de science, plus de vie !*

Car la science n'est pas neutre. Enfin, la science l'est peut-être, mais pas les scientifiques. Les scientifiques sont – presque – toujours des militants, qui défendent des causes et qui se servent de la science pour défendre des causes, à commencer par les causes qui ne laissent que peu de place à la liberté individuelle. Les régimes politiques totalitaires du siècle passé prétendaient volontiers se fonder sur la science, et ils ont pu compter sur de solides soutiens parmi le monde scientifique. On n'a donc aucune envie de faire confiance à la science. Même lorsqu'elle nous démontre que l'eau est mouillée, on préfère ne pas la croire sur parole.

Se faire une opinion par soi-même

Cela implique qu'on ne peut guère compter que sur soi-même pour se faire une opinion sur la réalité du réchauffement climatique. Compter *sur soi-même* ne signifie pas *sur nos réseaux sociaux préférés*. Au contraire, se faire une opinion par soi-même implique de confronter les climatosceptiques aux climatohystériques, en se souvenant que ceux qui pensent comme nous peuvent parfois se tromper (ou nous tromper), et que ceux qui pensent toujours faux peuvent (très exceptionnellement) avoir raison. Se faire une opinion par soi-même nécessite de faire travailler son intelligence, son sens critique. Mais cela reste forcément subjectif. On a connu cette année un été bigrement chaud, mais en même temps on se souvient d'autres étés chauds dans notre jeunesse ; et on apprend, par de vieux films ou de vieilles archives, qu'il y en a eu d'autres bien avant. Alors que croire ? On finit par être sûr qu'on ne peut être sûr de rien, et que la probabilité que le réchauffement soit réel est à peu près égale à la

probabilité qu'il ne le soit pas – chacun plaçant le curseur à gauche ou à droite du 50%, selon ses perceptions et ses expériences. Pourtant nous entendons des gens de la montagne parler du recul des glaciers ; ces gens-là ne sont pas des scientifiques, ils n'ont a priori aucun intérêt à tricher avec nous ; alors on est prêt à les croire. Même s'il nous en coûte (énormément) de l'admettre, nous ne pouvons pas absolument exclure que le climat connaisse actuellement une phase de réchauffement.

Mais ce dont on est absolument certain, c'est que ce n'est pas une raison pour refuser aux individus le droit de vivre librement, de se déplacer librement, de manger librement ; que ce n'est pas une raison pour les contraindre à une repentance perpétuelle pour des péchés opportunistement façonnés par le clergé de la modernité occidentale ; que ce n'est pas une raison non plus pour prêcher la décroissance et le collectivisme ; et que ce n'est pas une raison pour asséner sans cesse avec hargne que l'homme est responsable de tous les maux de la Terre.

Pollux

Initiative « pour une alimentation sûre »

Les divagations démocratiques font que le peuple et les cantons suisses ont le privilège de pouvoir régulièrement se prononcer à propos de questions importantes, moins importantes, et débiles.

Cette initiative, qui fait l'objet d'une votation le 27 septembre prochain, est du troisième genre ; et, en partie, la réponse du Conseil fédéral aussi. Elle est cependant révélatrice

d'un état d'esprit écolo-bobo-tortionnaire détaché de la réalité.

Faisons court : je me joins à l'unanimité du Parlement et à la position du Conseil fédéral pour refuser cette initiative.

Cela dit, l'habitude du Conseil fédéral est agaçante de saluer toute initiative comme importante et de louer ses intentions. Ensuite, l'argument massue pour la refuser est qu'elle va

trop loin. C'est toujours le cas lorsqu'il est question d'écologisme ou de socialisme, comme si l'on craignait d'appeler un chat un chat. Tout serait donc bon, sauf qu'il ne faut pas aller trop loin dans leur direction. Lui viendrait-il à l'idée que, non, justement, rien de bon ne se trouve dans ces entreprises de minage systémique de notre vie politique ?

Revenons à l'initiative : elle consiste à imposer aux agriculteurs des objectifs et des modes de production différents, au nom d'une soi-disant protection de la biodiversité et de la lutte contre le réchauffement climatique (eh non, « *respectueux pour le climat* »* ne saurait être une obligation constitutionnelle, le climat n'a pas de personnalité respectable). L'aspect d'autarcie est souligné, passer de 50% à 70% d'autosuffisance, mais au vu de la liste des soutiens à cette initiative, ce n'est qu'un prétexte d'écolos pas si souverainistes que ça. Les agriculteurs pourraient s'en accommoder, du moins ceux qui ont cessé d'être des entrepreneurs indépendants. Mais elle implique aussi une obligation pour la Confédération qui devrait prendre « *notamment des mesures destinées à promouvoir un mode d'alimentation davantage axé sur les denrées alimentaires végétales* ». C'est donc une initiative pour l'éducation du peuple,

cet éternel enfant irresponsable qui ne saurait s'alimenter comme il le désire.

Au-delà des importations de l'excellente viande argentine, brésilienne ou néozélandaise qui augmenteraient notablement, et qui sont plus coûteuses que des fourrages, il est vraisemblable que les initiants n'ont pas considéré un élément important de bilan climatique. Les flatulences induites par la surconsommation de protéines végétales provoqueraient un triplement des émissions de méthane par les voies digestives. Ce gaz à effet de serre exerce un forçage radiatif qui est 30 à 35 fois plus intense que le CO₂. S'ils savaient ça, les initiants retireraient leur initiative, et cesseraient de consommer des légumineuses. Car tout est sérieux pour eux, surtout si c'est anthropique, même minime.

Et puis il y a de la perfidie bio dans tout ça, cette mode pour riches et an-

xieux de l'être. Il faudrait donc que la Confédération fasse « *la promotion de plants et semences naturels et reproductibles* ». Si cela avait à voir avec le sujet ça se saurait, surtout la reproductibilité de plants.

Un dernier petit coup, pour la route : l'alinéa 2 nouveau de l'article 74a imposerait à la Confédération de respecter strictement « *des valeurs maximales que l'Office fédéral de l'agriculture et l'Office fédéral de l'environnement ont définies en 2008 pour le phosphore et les composés azotés ...* ». La Constitution introniserait ainsi les édits de ces Offices en valeur intangible. Il est incompréhensible que la Chancellerie fédérale ait validé un tel texte ; heureusement qu'il sera rejeté !

Michel de Rougemont

<https://blog.mr-int.ch/>

* Entre guillemets et en italique : des ⁵ éléments du texte même qui est soumis au vote.

Bricoles

Neutralité armée versus neutralité défunte

L'initiative populaire « Sauvegarder la neutralité suisse (initiative sur la neutralité) » ayant été commentée par Michel Paschoud dans notre numéro de juin¹, je ne m'étendrai pas sur le sujet.

Je rappellerai simplement que l'initiative vise à inscrire dans la Constitution le principe de la neutralité armée tel qu'il a été appliqué jusqu'à ce que le Conseil fédéral, las du rôle de « ceux qui dans l'ombre ont œuvré », décide de renoncer à

une neutralité « rigide » pour passer à une neutralité « active », comme dirait Mme Micheline Calmy-Rey, ancien chef du Département des affaires étrangères².

On a vu les effets de cette attitude : que ce soit pour la guerre d'Ukraine ou celle du Moyen-Orient, plus personne ne vient solliciter les bons offices de la Confédération.

Si, comme c'est hélas à craindre, l'initiative est rejetée, la Suisse ne sera tout simplement plus neutre.

Est-ce ce que souhaitent LL. EE. de Berne ? Qu'elles aient alors au moins la décence de nous en informer au

lieu de nous servir des bobards lénifiants.

M.P.

¹ https://www.pamphlet.ch/?article_id=2057.

² <https://www.epflpress.org/produit/1008/9782889154098/pour-une-neutralite-active>.

Léonore monte en bateau

Mme Léonore Porchet, conseillère nationale écologiste est un peu le pendant vaudois, pour ce qui est des propos et des comportements ridicules, de l'ex-conseillère aux Etats genevoise Lisa Mazzone, devenue

présidente des Verts suisses après une défaite électorale.

Il n'est donc pas étonnant que notre verte Vaudoise ait participé, le 13 juin, à une flottille partie voguer sur le Léman pour interpeller ces messieurs-dames du G7 à propos des événements de Palestine.

Cette manifestation lacustre se voulait-elle efficace ? Il eût mieux valu, alors, qu'elle se déroulât après l'ouverture de la réunion et non avant. Se voulait-elle héroïque ? Je laisse à M. Raphaël Pomey, rédacteur du *Peuple*, le soin de répondre à cette angoissante question³ :

Ainsi va la pression populaire. Jadis, les Gavroche mouraient sur les barricades, aujourd'hui des notables de gauche font des tours en bateau un dimanche de beau temps.

M.P.

³ *Le Peuple* no 59, p.16

Vas-y, Valérie !

Il y a maintenant des années que la conseillère d'Etat Valérie Dittli fait l'objet de soupçons, d'accusations, de rapports et de plaintes, au point qu'on en vient à se demander ce qui se cache de pas très glorieux derrière ce harcèlement.

Néanmoins, Mme Dittli refuse de se laisser abattre et, après avoir quitté Le Centre, qui l'a, de fait, laissée tomber, elle a fondé un nouveau parti baptisé Mouvement libéral et va tenter de se faire réélire au Conseil d'Etat en 2027.

Je dois dire que je ne suis pas très optimiste quant à ses chances de réussite, mais je ne peux m'empêcher d'admirer le courage et la ténacité de cette femme.

On ne me fera pas croire que l'opiniâtreté dont fait preuve Valérie Dittli s'explique uniquement par son souci de faire carrière : le prix à payer – solitude morale, risque de dépression, danger de tomber malade – serait trop élevé. J'y vois plutôt la volonté de ne pas offrir à ses adversaires le spectacle d'un effondrement.

Et là, je dis bravo !

Vas-y Valérie !

M.P.

Quand l'article lui-même révèle que son titre est une fake news

« L'avion de Zelensky a failli être touché par un drone ». *20 Minutes* accroche notre attention avec ce titre sensationnel. En lisant l'article, on découvre que le président ukrainien effectuait un vol depuis la Moldavie vers Oslo, et que c'est le premier ministre norvégien qui a ensuite déclaré : « Son avion a failli être percuté par un drone pendant le décollage en Moldavie. » Le dernier paragraphe cite pourtant une source au sein de la présidence ukrainienne qui « nuance cette version », en expliquant qu'un drone russe avait certes déclenché une alerte en pénétrant dans l'espace aérien moldave, mais qu'il était « exagéré » d'affirmer que M. Zelensky ait couru le moindre risque.

Les journalistes de *20 Minutes* savent donc pertinemment que leur titre est mensonger. Mais ils le maintiennent parce que ça accroche l'attention des lecteurs, et parce que ça colle au narratif officiel de l'Europe occidentale. C'est ce qu'on appelle l'éthique journalistique.

Px

Nous !

Les journalistes de *20 Minutes* ont une perception très élevée de leur place dans le paysage médiatique suisse. A propos de l'ancienne conseillère fédérale Viola Amherd, empêtrée dans le scandale des F-35, ils écrivent qu'« elle n'a répondu à aucun média, pas même à *20 Minutes* ».

Chez TX Group, on élargit les portes pour que les têtes réussissent à passer.

Px

Le Pamphlet

Case postale 998,
1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

Directeur de publication :

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057

